

GUIDE DU CANDIDAT A L'EXAMEN DE CERTIFICATION CAMS





Pourquoi obtenir le CAMS?

La certification CAMS (spécialiste certifié Lutte Anti-Blanchiment d'argent) atteste d'un niveau supérieur de compréhension des principes Lutte Anti-Blanchiment/Lutte contre le Financement du Terrorisme (LAB/LFT) internationaux. Obtenir la certification CAMS vous confère une autorité en matière de LAB/LFT et aide à combattre le risque de criminalité financière. Reconnue et acceptée à l'international, les gouvernements du monde entier reconnaissent la certification CAMS comme la référence pour la conformité LAB/LFT.

« La Certification CAMS a légitimé le fait que je sois une experte dans ce domaine. Cela a été tout particulièrement utile lorsque j'ai changé de poste. L'ACAMS et le chapitre ACAMS de Chicago m'ont donné la possibilité de parfaire mes connaissances, d'être au courant des dernières avancées du secteur et d'échanger avec mes pairs ».

Tara Marie Dabek, CAMS
Analyste Risques
BMO Harris Bank, N.A.

La certification CAMS :

- **Démontre à vos inspecteurs que votre institution détient un savoir spécialisé dans le domaine de la LAB.** La Certification CAMS est reconnue comme la référence des certifications LAB par les régulateurs et par le secteur des services financiers.
- **Peut aider votre organisation à réduire son risque.** Avoir une équipe certifiée CAMS garantit que vos collaborateurs partagent et conservent un niveau homogène de connaissances LAB. Préparer l'examen donne également des clefs pour concevoir et mettre en place des programmes LAB sur mesure.
- **Met à niveau les connaissances de vos collaborateurs.** La préparation à l'examen et la formation continue nécessaire au maintien de la certification garantissent que les connaissances de vos collaborateurs restent pointues et à jour. Disposer d'une équipe certifiée CAMS augmente la crédibilité de votre programme LAB, tout en renforçant votre engagement et votre rigueur aux yeux des régulateurs.

Les titulaires d'une certification CAMS bénéficient de multiples avantages, parmi lesquels :

- Gagner 42% de plus que leurs collègues non-certifiés, selon l'Etude de Rémunération 2015 de l'ACAMS sur les professions LAB/LFT et la prévention de la criminalité financière,
- Accroître leur valeur professionnelle grâce à une meilleure compréhension des techniques de détection et de prévention de la criminalité financière,
- Protéger leur institution contre les menaces de blanchiment d'argent et réduire le risque de criminalité financière,
- Satisfaire les exigences de formations LAB obligatoires grâce à la préparation et à l'étude,
- Prouver leur expertise en matière de LAB aux inspecteurs et régulateurs.

PREPARATION CAMS ET ACCOMPAGNEMENT

L'examen CAMS exige une préparation minutieuse. Nous vous accompagnerons lors de toutes les étapes de ce parcours.

Notre programme de certification vous apportera tout ce dont vous avez besoin pour vous préparer correctement à l'examen.

Guide d'Etude CAMS

Le guide d'étude CAMS est votre référence principale et votre principale source d'informations pour vous préparer à l'examen CAMS. Votre succès dépendra de votre compréhension de ce support. Référez-vous à la page 6 de ce guide pour une description complète du programme de l'examen.

Classe Virtuelle CAMS

Les candidats qui souhaitent un soutien supplémentaire peuvent rejoindre la Classe Virtuelle CAMS. La Classe Virtuelle offre un environnement d'apprentissage structuré aux candidats, en divisant le support de formation en six classes de deux heures chacune. Chaque classe, animée par un instructeur expert, est interactive et en direct. Elle a lieu une fois par semaine. L'option de la Classe Virtuelle CAMS accompagne les candidats sur la route du succès grâce à des devoirs hebdomadaires et à des lectures obligatoires.

Rendez-vous sur **ACAMS.org** pour découvrir la date de la prochaine classe.



A PROPOS DE LA CERTIFICATION CAMS

A propos de ce Guide

Ce guide fournit les renseignements qui vous permettront de vous inscrire à l'examen CAMS, tels que, les critères d'éligibilité, le règlement, la description du contenu de l'examen et le processus de candidature.

Démarrage

Étape 1 : Veuillez soumettre votre [candidature](#) en ligne

Étape 2 : Choisissez votre adhésion et votre pack de certification CAMS.

Étape 3 : Effectuez le paiement, déposez votre candidature et envoyez les pièces justificatives.

Étape 4 : Une fois que le paiement sera effectué, nous vous donnerons accès au matériel d'étude du CAMS.

Étape 5 : À l'aide du voucher code que vous recevrez au moment de l'approbation de votre demande, fixez la date de votre examen dans l'un des sites d'accueil de Kryterion répartis dans le monde entier.

Remarque : Votre voucher code sera valable pendant six mois à partir de sa date d'émission. Vous devez vous présenter à l'examen avant la date d'expiration.

Critères d'Éligibilité CAMS et Adhésion à l'ACAMS

Les candidats souhaitant passer l'Examen CAMS doivent :

1. Justifier d'un minimum de 40 unités de crédits basées sur le niveau d'études, les certifications professionnelles et l'expérience professionnelle dans le domaine de la LAB,
2. Fournir les pièces justificatives,
3. Fournir trois références professionnelles.

Les candidats qui réussissent l'Examen CAMS et qui souhaitent faire état de leur certification CAMS doivent également être adhérents de l'ACAMS.

Principe de Non-Discrimination

L'ACAMS ne discrimine pas les candidats au regard de leur nationalité, de leur âge, sexe, race, couleur de peau, religion, handicap ou de leur état civil.

Frais d'inscription*

Module CAMS avec l'option

Classe Virtuelle :

Secteur Privé	2 180 \$ US
Secteur Public**	1 790 \$ US

Module CAMS Standard

(sans Classe Virtuelle) :

Secteur Privé	1 695 \$ US
Secteur Public**	1 295 \$ US

** Pour les fonctionnaires.

* Voir le contenu détaillé des modules CAMS en page 6 (étape 3).

Inscription

Présentez votre demande en ligne et effectuez le paiement.

Il est possible de régler les frais par carte de crédit, par chèque, chèque de banque, mandat ou virement (les virements devront être identifiables). Les chèques doivent être libellés au nom de l'ACAMS. Les tarifs sont susceptibles d'évoluer. Les cartes de crédit et/ou les chèques refusés entraîneront des frais de 25 \$ US.

ACAMS

Attn. Certification Department
Brickell City Tower
80 Southwest 8th Street, Suite 2350
Miami, FL 33130 USA
Fax: +1 305 373 7788 ou
+1 305 373 5229

Veuillez soumettre vos questions en utilisant notre page [Nous contacter](#) en ligne.

Contrôles préalables

L'ACAMS se réserve le droit de mener des contrôles préalables, tels que la demande d'un extrait de casier judiciaire, pour toutes les personnes souhaitant passer l'examen CAMS. Les candidats peuvent être amenés à remplir un formulaire de vérification des antécédents. Ils seront tenus informés de l'avancement de leur dossier d'inscription dans le cas où ces contrôles auraient lieu.

Pour l'intégrité de notre association et de sa mission, toute personne soumise à un contrôle préalable, et dont la candidature aura été rejetée, ne sera pas autorisée à passer l'examen.

A propos de l'ACAMS et de la certification CAMS

Créée en 2001, l'association des spécialistes certifiés Lutte Anti-Blanchiment d'argent (ACAMS®) est la plus importante organisation dédiée aux professionnels de la Lutte Anti-Blanchiment. La mission de l'ACAMS est d'améliorer les connaissances professionnelles, l'expertise et l'expérience des professionnels dédiés à la détection et la prévention du blanchiment d'argent et de la criminalité financière, partout dans le monde.

La certification CAMS est une certification reconnue internationalement qui évalue de façon rigoureuse l'aptitude et l'expertise en détection, prévention et application des règles de lutte contre le blanchiment d'argent.

Toute personne réussissant l'examen devient un spécialiste certifié de la Lutte Anti-Blanchiment (CAMS®). Ce titre confère, à la personne qui le détient, une autorité dans le domaine de la Lutte Anti-Blanchiment.

FORMULAIRE D'ELIGIBILITE

Les candidats qui souhaitent passer l'examen CAMS doivent faire état de 40 unités de crédits qualifiants prenant en compte le niveau d'études, toute autre certification professionnelle, l'expérience professionnelle dans le domaine de la Lutte Anti-Blanchiment ainsi que la transmission de trois références. Le système d'attribution des unités de crédit de l'ACAMS, qui déterminent l'éligibilité à l'examen CAMS, se présente comme suit :

I. FORMATION ACADEMIQUE

**Sélectionnez votre niveau d'études*

Etudes supérieures de deux années

10 unités de crédits _____

Licence

20 unités de crédits _____

Master/Doctorat/Juris Doctor ou Equivalent

30 unités de crédits _____

Merci de bien vouloir fournir les pièces justificatives.

II. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Chaque année de travail à temps complet dans le domaine de la Lutte Anti-Blanchiment ou autres domaines apparentés dans une institution financière dans la limite de 3 années.

***Merci de bien vouloir compléter la section « Expérience Professionnelle » page suivante*

10 unités de crédits/an _____

III. FORMATION

Certification Professionnelle (en lien avec la finance) — (CPA, CPP, CRCM, CFE, CPE, CIA, CA/AML, FINRA, etc.)***

Tous les programmes de certification doivent inclure au minimum huit (8) heures d'enseignement et un examen de certification.

****merci de bien vouloir fournir des photocopies du/des certificats et un justificatif d'adhésion en règle*

10 unités de crédits par certification _____

Participation à un cours/séminaire/formation en ligne/conférence/formation spécialisée et/ou session de formation en matière de contrôle de blanchiment d'argent et/ou tout autre sujet connexe – (dont toute formation interne et externe, formation dispensée par une agence gouvernementale ou l'association ou fédération bancaire de votre pays)

*****merci de bien vouloir fournir une copie de la/des attestation(s) de présence ou attestation de paiement en provenance de l'organisme de formation).*

1 unité de crédit par heure _____

Total de vos unités de crédits _____

(40 unités de crédit au minimum sont requises)

* Seul un diplôme universitaire peut être comptabilisé au titre des 40 unités de crédit.

** La section « Expérience professionnelle » est disponible page suivante.

*** Veuillez noter que ces unités de crédit se rapportent à la section LAB/Fraude Financière de la formation à la certification FINRA. En tant que tel, vous ne pourrez comptabiliser que 10 unités de crédit maximum, quel que soit le nombre de licences FINRA détenu.

**** Des pièces justificatives, accompagnées d'une traduction en anglais si nécessaire, doivent être jointes au dossier pour obtenir un minimum d'unités de crédit qui permettront de passer l'examen CAMS (par exemple, photocopies de la licence, certificats). Merci de bien vouloir soumettre toute la documentation requise avec le formulaire d'inscription et le règlement.

L'EXAM DU CAMS

Passer l'examen

L'examen du CAMS est constitué d'une sélection de 120 questions à choix multiples et à plusieurs réponses. La note requise pour obtenir la certification CAMS est de 75 points.

Tous les candidats disposent de 3 heures 30 pour passer l'examen. Les réponses choisies au hasard ne sont pas pénalisantes. Évitez de laisser des questions sans réponse pour optimiser vos chances de réussite. Veuillez vous référer au chapitre 6 du Guide d'Étude pour les questions d'entraînement.

Description du contenu de l'examen CAMS

I. RISQUES ET TECHNIQUES DE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET DE FINANCEMENT DU TERRORISME

- 1.1 Déterminer le risque pour les individus en cas d'infraction aux lois anti-blanchiment.
- 1.2 Déterminer les risques pour les institutions en cas d'infraction aux lois anti-blanchiment.
- 1.3 Déterminer les conséquences économiques et sociales du blanchiment de capitaux.
- 1.4 Déterminer l'objectif des sanctions en vigueur (telles que celles de l'OFAC, des Nations Unies, de l'UE).
- 1.5 Déterminer les techniques de financement du terrorisme.
- 1.6 Déterminer les techniques de blanchiment de capitaux utilisées dans les banques et dans les autres institutions de dépôt et de retrait.
- 1.7 Déterminer les techniques de blanchiment utilisées dans le secteur des compagnies d'assurances.
- 1.8 Déterminer les techniques de blanchiment à l'aide des courtiers, des conseillers en investissement et des marchés de capitaux (tels que, les titres, les produits à terme).
- 1.9 Déterminer les techniques de blanchiment utilisées dans le secteur des jeux (tels que les casinos).
- 1.10 Déterminer les techniques de blanchiment utilisées dans le commerce des métaux précieux et des biens de valeur.
- 1.11 Déterminer les techniques de blanchiment utilisées dans le secteur immobilier.
- 1.12 Déterminer les techniques de blanchiment utilisées dans les bureaux de change et les entreprises de services monétaires.
- 1.13 Déterminer les techniques de blanchiment utilisées par les avocats, les notaires, les comptables et les auditeurs.
- 1.14 A partir d'un scénario dans le secteur des prestataires de services aux trusts et aux entreprises, déterminer les indicateurs de risque de blanchiment ou de financement du terrorisme.
- 1.15 A partir d'un scénario dans le secteur des risques émergents liés aux technologies, déterminer les indicateurs de risques potentiels de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.
- 1.16 A partir d'un scénario dans le secteur des banques et autres institutions de dépôt et de retrait, déterminer les indicateurs de risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.
- 1.17 A partir d'un scénario dans le secteur des compagnies d'assurance, déterminer les indicateurs de risque de blanchiment ou de financement du terrorisme.
- 1.18 A partir d'un scénario dans le secteur du courtage, des conseillers en investissement et des marchés de capitaux (comme les titres ou les produits à terme), déterminer les indicateurs de risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.
- 1.19 A partir d'un scénario dans le secteur des jeux (par exemple, les casinos), déterminer les indicateurs de risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.
- 1.20 A partir d'un scénario dans le secteur des négociants en métaux précieux et en biens de valeur, déterminer les indicateurs de risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.
- 1.21 A partir d'un scénario dans le secteur des agents immobiliers, déterminer les facteurs de risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.
- 1.22 A partir d'un scénario dans le secteur des bureaux de change et des entreprises de services monétaires, déterminer les indicateurs de risque de blanchiment et de financement du terrorisme.
- 1.23 A partir d'un scénario dans le milieu des avocats, des notaires et des auditeurs, déterminer les indicateurs de risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.
- 1.24 A partir d'un scénario donné, déterminer les indicateurs de risque de trafic d'êtres humains.
- 1.25 A partir d'un scénario dans le cadre des transactions financières qui protègent l'anonymat, déterminer les indicateurs de risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.
- 1.26 A partir d'un scénario révélant un manque de transparence à l'égard des propriétaires (par exemple, de sociétés fictives, de trusts), déterminer les indicateurs de risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.
- 1.27 A partir d'un scénario portant sur un transfert de fonds, déterminer les indicateurs de risque potentiel de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.
- 1.28 A partir d'un scénario impliquant des transactions commerciales, déterminer les indicateurs de risque potentiel de blanchiment de capitaux par le biais du commerce.

L'EXAM DU CAMS

Programme d'Apprentissage de l'Examen CAMS (suite)

II. NORMES DE CONFORMITÉ POUR LA LUTTE ANTI-BLANCHIMENT (LAB) ET LA LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME (LFT)

- 1.28 A partir d'un scénario impliquant des transactions commerciales, déterminer les indicateurs de risque potentiel de blanchiment de capitaux par le biais du commerce.
- 2.1 Déterminer les caractéristiques majeures des 40 recommandations du GAFI.
- 2.2 Déterminer le processus utilisé par le GAFI pour sensibiliser certaines juridictions aux contrôles LAB laxistes.
- 2.3 Déterminer les caractéristiques principales des principes de due diligence à l'égard de la clientèle du Comité de Bâle.
- 2.4 Déterminer les caractéristiques essentielles des principes LAB du groupe Wolfsberg dans le cadre de la banque privée.
- 2.5 Déterminer les caractéristiques essentielles des principes LAB du groupe Wolfsberg en matière de banque correspondante.
- 2.6 Déterminer les caractéristiques essentielles des directives de l'Union Européenne sur le blanchiment de capitaux.
- 2.7 Déterminer les caractéristiques essentielles du Patriot Act américain qui ont une portée extraterritoriale.
- 2.8 Déterminer les caractéristiques essentielles des sanctions de l'OFAC comportant des aspects d'extraterritorialité.
- 2.9 A partir d'un scénario impliquant une institution financière non américaine, déterminer l'impact extraterritorial du Patriot Act américain.
- 2.10 Déterminer les rôles essentiels des entités régionales de type GAFI.
- 2.11 Déterminer les objectifs principaux du groupe Egmont.

III. PROGRAMMES DE CONFORMITÉ LAB, LFT ET DE SANCTIONS

- 3.1 Déterminer les éléments constitutifs d'une évaluation du risque à l'échelle de l'entreprise.
- 3.2 A partir d'une situation dans laquelle les risques ne sont pas couverts, déterminer le plan d'action approprié qui devrait être mis en place.
- 3.3 Déterminer comment les contrôles à l'échelle de l'entreprise, les obligations de conservation d'informations et autres facteurs de réduction du risque devraient être mis en place.
- 3.4 A partir d'un scénario donné, déterminer les aspects essentiels d'une formation ciblée à l'attention de différents participants et fonctions professionnelles.
- 3.5 A partir d'un scénario donné, déterminer les éléments essentiels d'un programme de formation LAB.
- 3.6 Déterminer les rôles que la direction et le conseil d'administration jouent dans le cadre de la surveillance LAB qu'une institution met en place.
- 3.7 A partir d'un scénario donné, déterminer les rôles joués par la direction et le conseil d'administration en matière de gouvernance LAB.
- 3.8 À partir d'un scénario donné, déterminer la manière dont l'entrée en relations avec un client devrait être orchestrée par l'institution.
- 3.9 À partir d'un scénario donné, déterminer ce qui pourrait permettre d'augmenter l'efficacité et la précision des outils LAB automatisés.
- 3.10 À partir d'un scénario donné, déterminer les clients et les employés qui pourraient potentiellement justifier une due diligence approfondie.
- 3.11 À partir d'un scénario donné, déterminer les étapes qui devraient être suivies pour suivre les fonds à travers une institution financière.
- 3.12 À partir d'un scénario portant sur le comportement général de la clientèle, déterminer ce qu'est un comportement suspect.
- 3.13 À partir d'un scénario portant sur un comportement client suspect, déterminer la manière dont l'institution devrait réagir à ces comportements.
- 3.14 À partir d'un scénario donné, déterminer les indicateurs de risque et les pressions (internes et externes) pour dissimuler les informations relatives aux virements électroniques (telles que les informations sur le bénéficiaire ou le donneur d'ordre).
- 3.15 À partir d'un scénario donné, déterminer les indicateurs de risques liés aux transactions ou à l'utilisation de comptes (comme les transactions en espèces, les dépôts hors espèces, les virements électroniques, les opérations de crédit, le financement du commerce ou les activités de financement).
- 3.16 À partir d'un scénario portant entre autres sur les indicateurs de risques liés aux transactions ou à l'activité du compte, déterminer la manière dont l'institution devrait traiter ces indicateurs.
- 3.17 À partir d'un scénario portant sur les indicateurs de risques liés à l'activité des employés, déterminer la manière dont l'institution devrait réagir aux activités suspectes.
- 3.18 À partir d'un scénario donné, déterminer les situations dans lesquelles une déclaration de soupçon devrait être effectuée.
- 3.19 À partir d'un scénario donné, déterminer la manière dont les informations contenues dans les documents accompagnant une déclaration de soupçon devraient être protégées.

EXAMEN CAMS EXAM

Programme d'Apprentissage de l'Examen CAMS (suite)

- 3.20. À partir d'un scénario donné, déterminer la manière de répondre aux requêtes des autorités.
- 3.21. À partir d'un scénario portant sur une institution opérant avec plusieurs lignes métiers et/ou dans plusieurs juridictions, déterminer les aspects importants à prendre en compte lors de la mise en œuvre à l'échelle de l'entreprise d'une politique de gestion du risque anti-blanchiment.
- 3.22. À partir d'un scénario donné, déterminer les actions appropriées à entreprendre pour satisfaire aux exigences en matière de sanctions.
- 3.23. Identifier les sources d'informations permettant de mettre à jour les listes de sanctions.
- 3.24. À partir d'un scénario portant sur une relation d'affaires avec une PPE, déterminer les actions appropriées à entreprendre pour réduire le risque.
- 3.25. À partir d'un scénario donné, déterminer les facteurs internes et externes qui peuvent entraîner une réévaluation du programme LAB en vigueur.
- 3.26. À partir d'un scénario donné, déterminer le moment et la manière de mettre en œuvre les changements requis par le programme (comme les modifications en matière de politique ou de procédure ou une formation approfondie).
- 3.27. À partir d'un scénario donné, déterminer le processus d'évaluation du risque de blanchiment de capitaux et du risque de sanctions lié aux nouveaux produits et services.
- 3.28. À partir d'un scénario donné, déterminer les facteurs internes ou externes qui devraient être communiqués à la direction et/ou au comité d'administration.
- 3.29. À partir d'un scénario donné, déterminer comment gérer les points LAB soulevés par l'audit et/ou les problèmes réglementaires identifiés.
- 3.30. À partir d'un scénario donné, déterminer l'importance d'assurer l'indépendance d'un audit du programme LAB.
- 3.31. À partir d'un scénario donné, déterminer une approche basée sur les risques pour les audits LAB.

IV. MENER UN CONTROLE OU APPORTER SON SOUTIEN A UNE ENQUÊTE

- 4.1. À partir d'un scénario portant sur une déclaration de soupçon de haut niveau, déterminer la manière d'informer la direction ou le conseil d'administration.
- 4.2. À partir d'un scénario donné, déterminer la manière appropriée de déclarer une opération suspecte aux autorités.
- 4.3. Déterminer comment conserver et sécuriser toute la documentation annexe utilisée pour mettre à jour une activité suspecte.
- 4.4. À partir d'un scénario donné, identifier les facteurs qui indiquent qu'une institution devrait mettre fin à une relation d'affaires face à un risque de blanchiment trop élevé.
- 4.5. À partir d'un scénario donné, identifier les facteurs qui devraient être pris en compte lorsqu'un compte est gardé ouvert suite à la demande des autorités.
- 4.6. À partir d'un scénario portant sur une institution menant une enquête sur un client, déterminer les domaines et/ou les dossiers qu'elle devrait examiner.
- 4.7. À partir d'un scénario portant sur une autorité nationale menant une enquête sur le client d'une institution, déterminer les actions supplémentaires qui devraient être entreprises par l'institution.
- 4.8. À partir d'un scénario portant sur une institution faisant l'objet d'une enquête par une autorité nationale, déterminer les actions qui devraient être entreprises par l'institution.
- 4.9. Identifier les facteurs qui doivent être pris en compte avant que les institutions ne partagent des informations sur leurs clients hors ou au sein de la même juridiction.
- 4.10. À partir d'un scénario portant sur un cadre supérieur à l'origine d'un comportement potentiellement suspect, déterminer comment traiter une situation de blanchiment de capitaux potentiel (par exemple un membre du conseil d'administration ou un directeur général).
- 4.11. Déterminer les techniques appropriées qui peuvent être utilisées pour interroger les parties potentiellement impliquées dans un incident LAB.
- 4.12. À partir d'un scénario donné, identifier, entre autres, les sources d'informations publiques disponibles qui peuvent être utilisées dans le cadre d'une enquête.
- 4.13. Déterminer les méthodes que les autorités administratives peuvent utiliser pour demander des informations à une institution.
- 4.14. Déterminer les types d'informations que les autorités administratives demandent habituellement au cours des enquêtes.
- 4.15. Déterminer de quelle manière les autorités (telles que les CRF, les banques centrales, les gouvernements et les institutions réglementaires) peuvent coopérer et proposer leur assistance lors d'enquêtes transfrontalières en matière de blanchiment de capitaux.
- 4.16. Déterminer le rôle d'une CRF gouvernementale et son interaction avec les secteurs public et privé.
- 4.17. Déterminer le rôle de garde-fous efficaces en matière de protection de la vie privée et des données dans le cadre des enquêtes LAB.

AVANT L'EXAMEN

Dispositions particulières

L'ACAMS respecte la loi américaine en faveur des personnes handicapées (ADA) et fera en sorte que les individus en situation de handicap ne soient pas privés de l'opportunité de passer l'examen, comme exigé et défini par la loi. Des dispositions spéciales seront prises pour qui veut passer l'examen, à la condition qu'une demande adéquate soit soumise à l'ACAMS avec le dossier de candidature et que la demande soit acceptée. Vous trouverez un formulaire de demande d'aménagement dans ce guide.

Ce formulaire doit être signé et soumis avec le dossier de candidature au moins 30 jours avant la date prévue pour le test.

Les demandes de dispositions spéciales pour les candidats localisés en dehors des Etats-Unis sont autorisées si le pays de résidence est régi par une loi similaire pour les personnes dont le handicap est reconnu. Nous vous remercions de bien vouloir suivre les instructions détaillées ci-dessous.

Si vous n'avez reçu aucune validation de votre demande de disposition spéciale, merci de bien vouloir contacter l'ACAMS à certification@ACAMS.org.

Conditions de Reprogrammation / Annulation de la date d'Examen

Les demandes de remboursement présentées par des candidats souhaitant se retirer après s'être inscrits à l'examen ne seront pas acceptées. Si vous souhaitez changer la date ou l'heure de votre examen ou annuler votre réservation, vous devez le faire au moins 72 heures avant la date prévue. Toute annulation ou reprogrammation dans les 72 heures précédant l'examen entraînera une pénalité de 100 \$ US qui doit être versée directement à l'ACAMS.

Le Jour de l'Examen

Prévoyez d'arriver 15 minutes avant l'heure prévue pour l'examen pour avoir le temps de vous présenter à l'accueil. Les candidats en retard pourront se voir refuser l'entrée.

Identification

Munissez-vous d'une pièce d'identité nationale en cours de validité, avec une photographie et portant votre signature. Le nom sur la pièce présentée devra être similaire au nom utilisé pour le dossier de candidature.

Pièces d'identité acceptées :

- Le permis de conduire,
- La carte nationale d'identité,
- La carte militaire,
- Le passeport,
- Tout autre pièce d'identité émise par les autorités compétentes

Sont interdits

Les sacs à main, les sacs et les manteaux ne sont pas autorisés dans la salle d'examen. Si vous portez une veste ou un manteau dans la salle d'examen, vous devrez le garder sur vous. Des casiers sont mis à votre disposition gratuitement si besoin.

Les appareils électroniques ne sont pas autorisés dans la salle d'examen :

- Téléphones
- Montres digitales
- Assistants numériques personnels
- Les équipements de signalisation tels que les pager et les alarmes
- Les calculatrices

Protocole d'Examen et Code de Conduite

Vous disposez de trois heures et demie pour passer l'examen.

Vous ne pourrez pas disposer de temps supplémentaire. Aucune pause n'est prévue. Les candidats doivent avoir la permission du surveillant du centre d'examen pour quitter la salle.

Les questions sur le contenu de l'examen ne sont pas autorisées durant le test. Il est de la responsabilité de chaque candidat de lire les instructions sur l'ordinateur et d'écouter attentivement les directives du surveillant.

Le surveillant se réserve le droit d'exclure de la salle tout candidat qui :

1. ne serait pas autorisé à passer l'examen,
2. créerait une gêne, dont le comportement serait déplacé ou non-coopératif,
3. apporterait de l'aide ou en recevrait ou serait suspecté de le faire,
4. tenterait d'emporter avec lui des informations sur l'examen ou des notes hors de la salle d'examen,
5. serait en possession d'un appareil électronique de communication ou d'un appareil enregistreur.

AVANT L'EXAMEN

Ethique / Malhonnêteté Professionnelle

Le protocole d'examen de tous les candidats est surveillé et peut faire l'objet d'analyses statistiques en vue de détecter et de vérifier toute forme de triche. S'il s'avère qu'un score soulève des interrogations, après vérification, le score sera jugé invalide et le candidat mis dans l'impossibilité de repasser le test pour une période indéterminée ou pour une durée que l'ACAMS devra établir.

Ethique de l'Examen

L'ACAMS prend des mesures strictes pour assurer l'intégrité de l'Examen CAMS. Ces mesures sécuritaires incluent :

Surveillants - Des surveillants seront présents avant, pendant et après l'examen pour assurer que toutes les règles et modalités sont respectées.

Caméras de surveillance - Des caméras de surveillance de haute technologie sont placées dans les alentours des salles d'examen pour s'assurer qu'aucune aide ne soit apportée durant le test.

Audio - Chaque session d'examen est enregistrée dans tous les centres de test pour s'assurer qu'aucune aide n'est apportée durant l'examen.

Signalement des Irrégularités

En cas d'irrégularités durant la session d'examen, le surveillant de chaque centre est tenu de remplir une fiche de signalement du problème et d'indiquer des détails précis concernant l'incident.

Météorologie

En cas de conditions météorologiques adverses, ou de force majeure, le jour de l'examen, l'ACAMS établira, si les circonstances le justifient, l'annulation et la reprogrammation de l'épreuve. Tout sera fait afin que les examens aient lieu comme prévu. Cependant, si une session devait être annulée, tous les candidats inscrits seraient contactés et recevraient une notification les informant de la date prévue pour la reprogrammation ou de toute autre démarche administrative à entreprendre.

Confidentialité

Les candidats reçoivent le résultat de leur examen immédiatement (réussite ou échec) dès la fin du test. Cette information est dévoilée au candidat uniquement au centre d'examen. Les résultats ne sont communiqués, ni par téléphone, ni par fax, ni par mail. Lorsqu'une entreprise règle les frais de formation d'un particulier, l'entreprise peut demander à l'ACAMS de recevoir les résultats du test. Si un candidat refuse que ces informations soient divulguées à l'entreprise, il/elle doit formuler sa demande par écrit.

L'ACAMS publie la liste des membres certifiés sur www.ACAMS.org.

Repasser l'Examen

Si un candidat échoue, il aura la possibilité de repasser l'examen.

Le candidat peut reprogrammer un examen 48 heures après un premier essai mais doit attendre 2 mois avant de le repasser.

Un candidat qui souhaite repasser l'examen un an après avoir envoyé son dossier de candidature doit se porter à nouveau candidat, fournir les pièces justificatives d'éligibilité et régler les frais.

Il n'est pas possible de passer l'examen plus de trois fois de suite. Aucune exception ne sera admise. Après le troisième essai infructueux, le candidat devra patienter 6 mois avant de retenter sa chance.

Pour passer à nouveau l'examen, le candidat doit :

1. Contacter l'ACAMS à certification@ACAMS.org ou au +1 305 373 0020
2. Régler les frais d'examen pour recevoir son nouveau code d'accès :
 - a) 299 \$ US pour le secteur privé
 - b) 199 \$ US pour le secteur public
3. Reprogrammer son examen sur le site internet, section test.

Recours

L'ACAMS prévoit un mécanisme de recours en cas de refus d'admission à l'examen ou de révocation de certificat. Il est de la responsabilité du candidat d'initier ce recours par écrit à l'ACAMS dans les 30 jours suivant l'événement qui déclenche le recours.

Nota Bene : L'échec à l'examen ne justifie aucunement un recours.

AVANT L'EXAMEN

Système d'Identification du Candidat

Kryterion prend les mesures adéquates en matière d'organisation et de technicité pour protéger les données personnelles et les informations liées à l'examen, qu'il les ait générées ou collectées. Kryterion ne doit conserver les données seulement durant le temps strictement nécessaire à l'exécution de ses services et dans le cadre prévu par la loi. Vos données personnelles et les informations liées à l'examen ne sont accessibles qu'aux employés autorisés de Kryterion qui ont besoin de cette information pour remplir leurs fonctions.

Kryterion prendra toutes les mesures techniques appropriées pour protéger la confidentialité du contenu de l'examen, dans le respect des obligations et des exceptions prévues par la loi.

Kryterion offre des plateformes d'examen en ligne et systèmes performants de tests à ses clients via son logiciel Webassessor™.

Quelles Informations Kryterion Collecte-t-il ?

Kryterion peut collecter et traiter des informations vous concernant, dont (mais non limité à) des données relevant des catégories suivantes :

- Données d'identification (nom, adresse, téléphone, email, etc...),
- Données sur le profil (âge, sexe, pays de résidence, etc...) (CECI N'INCLUT PAS VOTRE PROFIL UTILISATEUR)
- Coordonnées bancaires et mode de paiement (informations sur la carte de crédit, numéro de compte, etc...),
- Données sur les résultats à l'examen et sur le parcours client
- Produits ou services commandés et livrés
- Enregistrements vidéo et audio
- Données du test (données traitées en vue de proposer un service d'examen en ligne et sa facturation mais dont le traitement n'est pas limité à la durée de l'examen)

Comment Kryterion Utilise-t-il ces données et dans quel but ?

Le premier objectif de cette collecte d'informations est de vous offrir un parcours sécurisé, fluide, efficace et individualisé. Kryterion récupère et traite vos données personnelles, dans le cadre de la loi en vigueur et, a minima, pour protéger vos intérêts et les siens et en particulier pour satisfaire notre offre de service et la lutte contre la fraude.

- Offrir une plateforme d'examen par le biais du logiciel de Kryterion, Webassessor™,
- Vous offrir d'autres services (tel qu'indiqué lors de la collecte d'information),
- Vous offrir un service après-vente et résoudre tous problèmes,
- Vérifier les informations, vérifier votre identité,
- Adapter, évaluer et améliorer le logiciel Kryterion, nos produits et le contenu de nos sites internet et de leur présentation,
- Offrir des services de commerce électronique,
- Offrir certains services par le biais du logiciel Webassessor™ et en facturer certains

Durée de Conservation des Données dans Kryterion ?

Kryterion et, si cela se justifie, les entités du groupe Kryterion, conserveront vos informations aussi longtemps que nécessaire pour (1) remplir des objectifs (comme définis à l'article 3 de la charte de confidentialité) ou (2) satisfaire la législation en vigueur, les exigences réglementaires et toutes demandes des tribunaux compétents jugées pertinentes.

A qui Kryterion Transfère-t-il Vos Données Personnelles ?

Kryterion ne devra vendre, louer, négocier ou, plus généralement, transférer de données personnelles ou de données liées à l'examen, à aucune partie tierce, sans votre permission explicite, à moins d'y être obligé dans le cadre des lois en vigueur ou sur ordre des autorités compétentes.

Notez qu'en dépit de ce qui est indiqué ci-dessus, au cas où une autorité compétente demanderait à Kryterion de conserver et de communiquer des données personnelles, Kryterion devra coopérer dans la mesure du possible pour satisfaire cette demande.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

CERTIFICAT : BESOIN D'AMENAGEMENT SUITE A UN HANDICAP

Veillez faire remplir cette section par un professionnel agréé (professionnel de l'éducation, médecin, psychologue, psychiatre) pour que Kryterion puisse aménager un espace de test adapté à vos besoins. Veillez joindre ce formulaire lorsque vous remplissez la section "Dispositions particulières" de votre candidature en ligne.

Certificat Professionnel

Je connais _____ depuis le ____ / ____ / ____ en ma qualité de _____.

Candidat à l'examen

Date

Titre Professionnel

Le candidat s'est entretenu avec moi de la nature de l'examen qu'il doit passer. Selon moi, le handicap, décrit ci-dessous, justifie l'aménagement de l'espace de test, tel que décrit dans la section 1 de ce formulaire.

Description du handicap :

Signature

Titre

Nom en toutes lettres

Adresse

Numéro de téléphone

Numéro de fax

Date

Numéro de Licence (si applicable)

Une fois votre demande soumise, vous recevrez un numéro de confirmation de soumission. Veillez remplir ce formulaire et l'envoyer par e-mail avec votre numéro de confirmation de soumission à l'adresse suivante : certification@acams.org.

.....
ACAMS

.....
Attn. Certification Department

.....
Brickell City Tower

.....
80 Southwest 8th Street, Suite 2350

.....
Miami, FL 33130 USA

.....
Fax: +1 305 373 7788 ou +1 305 373 5229

.....
Email: certification@acams.org



ACAMS

Attn. Certification Department
Brickell City Tower
80 Southwest 8th Street, Suite 2350
Miami, FL 33130 USA
Telephone: +1 305 373 0020
Email: info@acams.org
www.acams.org

ACAMS – Europe HQ

Level 25, 40 Bank St
Canary Wharf
London E14 5NR
United Kingdom
+44 20 3755 7400 (HQ)
+33 1 53 53 68 15 (France)
+43 676 924 7260 (DACH)
europe@acams.org

ACAMS – Asie

23/F, One Island East
18 Westlands Road
Quarry Bay, Hong Kong S.A.R.
Telephone: +852-3750 7658 / 7694
Email: asia@acams.org

ACAMS n'accepte plus de candidatures papier pour la certification CAMS. Veuillez remplir le [formulaire](#) de demande qui se trouve sur le site Internet d'ACAMS.